

Pouvoir d'emprunt

appartient à l'économie plus largement planifiée. Je ne sais combien de temps il me reste. J'ai été interrompu.

M. Lapointe: Une minute. Et c'est encore trop!

M. le vice-président: A l'ordre. La présidence entend accorder encore trois minutes au député, pour tenir compte des interruptions.

M. Lapointe: C'est beaucoup!

M. Waddell: Je terminerai en demandant aux députés de songer à ce que disaient les évêques catholiques dans leur déclaration récente. Ils ont dit que les décisions économiques comportent des choix moraux, et que lorsqu'on ne se représente pas le genre de société qu'on entend créer, on a tendance à traiter la population «comme une force impersonnelle qui n'a, au-delà de sa stricte fonction économique, à peu près aucune signification». Voilà un défi posé à tous les députés. Le député qui m'a précédé a parlé de «vrai» travail. Qu'est-ce que cela dans une société très technologique? Je n'ai pas de solution. Je suis préoccupé par la société à haute technologie. Comment allons-nous conserver nos industries existantes de l'acier, du caoutchouc, du charbon et les autres, sans les abandonner complètement à un système industriel hautement technique et robotisé? Il faut réfléchir à ce que les évêques ont dit au sujet des principes. On adopte d'abord les principes, c'est ensuite qu'on peut mettre au point les détails techniques.

M. Cosgrove: Il faut continuer de donner du travail aux gens.

M. Waddell: Ils disent qu'on a privé les gens de leur droit au travail en créant le chômage de masse; que la société industrielle du cœur du pays a été détruite en s'adressant à la mégarétraction des ressources comme le chemin le plus sûr de la prospérité. Cette politique a échoué, retombée des méga-projets, comme stratégie industrielle. C'est fichu. En troisième lieu, les évêques ont dit que c'est aux plus démunis que nous avons demandé de combattre l'inflation, tels que les retraités, pendant que nous offrons les meilleures perspectives de rendement à ceux qui ont de l'argent à investir. Les évêques voulaient parler des prêts accordés à Dome Petroleum et à d'autres entreprises, par exemple, ces subventions au consortium d'Alastair Gillespie et à d'autres. Enfin, les évêques ont dit que nous avions sabré dans les programmes essentiels, comme les réductions au chapitre de l'assurance maladie, de l'éducation et enfin, que nous avions muselé les travailleurs en leur interdisant de participer aux prises de décision du gouvernement. Ce sont là des choses que les évêques trouvent répréhensibles. Je voudrais pour résumer faire une citation. Je constate que mon collègue là-bas veut couvrir ma voix. Pourtant, je sais qu'à l'occasion, il pratique sa religion avec ferveur. Je tire cette citation de la Bible: «Vos vieillards auront des songes, et vos jeunes gens des visions.» Et quand il n'y a pas de visions, les peuples disparaissent. La première vision, c'est le plein emploi. La deuxième, une stratégie industrielle permettant de protéger

les emplois existants et d'en créer de nouveaux et d'entrer dans la nouvelle société de haute technologie. En troisième lieu, il faut continuer à faire baisser les taux d'intérêt pour stimuler l'économie et l'emploi à court terme, ainsi que les autres activités dont j'ai parlé. Enfin, il faut assurer la participation des travailleurs en trouvant de nouveaux moyens d'amener les syndicats, le patronat et le gouvernement à collaborer.

• (1510)

Ce sont là des idées générales, mais je pense qu'elles cadrent bien avec l'étude d'une mesure qui prévoit un emprunt de l'ordre de 19 milliards de dollars.

M. Cosgrove: Monsieur le Président, le député qui vient de prendre la parole a fait tout un plat des propos que six évêques catholiques ont tenus à propos de la conception qu'ils se font de la moralité politique. J'aimerais qu'il me dise, puisqu'il en est question, au nom de quels principes son parti a-t-il voté, au cours des 18 derniers mois, contre les 500 millions qu'on voulait débloquer pour le Programme d'accès à la propriété, les 300 millions qui étaient destinés au Régime canadien de construction de logements locatifs et contre les 50 millions qui avaient été prévus pour le Régime de renouvellement hypothécaire. Ces programmes avaient tous pour but de créer des emplois, de fournir aux gens des logements à un prix abordable et de les aider à conserver leur maison. Au nom de quels principes son parti a-t-il voté contre ces projets et les a-t-il retardés ainsi de six mois, privant les gens d'emplois et de maisons bon marché.

M. Waddell: Monsieur le Président, la réponse est des plus simples. Que je sache, tous ces programmes ont été adoptés et ils avaient tous pour but de donner du travail aux gens en relançant l'industrie du bâtiment. J'ai l'impression que c'est ce qu'on voulait faire. Et nous avons prétendu que ces programmes n'y suffiraient pas. Il y a un taux de chômage de 24 p. 100 chez les charpentiers dans ma circonscription. Pourquoi? Parce qu'ils ne travaillent pas à la construction de maisons, et pourquoi? Parce que les programmes de relance du bâtiment sont sans effet. Nous avons donc affirmé que ces programmes n'étaient guère efficaces, qu'ils étaient injustes et qu'il fallait en établir de meilleurs; c'est à l'essai qu'on se rend compte. Les programmes ont été adoptés. Est-ce que le bâtiment s'en porte mieux pour autant aujourd'hui? Vous pouvez parier votre chemise que non.

M. Cosgrove: Monsieur le Président, comment le député peut-il dire que ces programmes sont inopérants alors qu'il sait très bien qu'à cause des 500 millions de dollars que nous avons débloqués pour la construction de nouveaux logements, on a dit du programme d'accès à la propriété qu'il était l'un des meilleurs, des plus efficaces et des plus audacieux que le Canada ait connus et qu'il avait permis de mettre 150,000 nouveaux logements en chantier au cours des huit derniers mois.